

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 28/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LH PROJET (ex AKZO NOBEL PACKAGING COATINGS SAS)

29, rue Jules Uhry
60160 Thiverny

Références : UDRD.2024.11.R.12
Code AIOT : 0005801249

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/10/2024 dans l'établissement LH PROJET (ex AKZO NOBEL PACKAGING COATINGS SAS) implanté 182, rue Ludovic Becquet - B.P. 27 - 76320 Saint-Pierre-lès-Elbeuf. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection vise à recoler les travaux de réhabilitation du site Akzonobel situé à Saint-Pierre-lès-Elbeuf.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LH PROJET (ex AKZO NOBEL PACKAGING COATINGS SAS)
- 182, rue Ludovic Becquet - B.P. 27 - 76320 Saint-Pierre-lès-Elbeuf
- Code AIOT : 0005801249
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Travaux de dépollution des sols d'un ancien site de fabrication de peintures et de vernis en vue d'un usage résidentiel.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Entretien des ouvrages	Arrêté Préfectoral du 09/05/2022, article 3.7	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Objectifs de dépollution	Arrêté Préfectoral du 09/05/2022, article 2.1.2	Sans objet
2	Objectifs de dépollution	Arrêté Préfectoral du 09/05/2022, article 2.1.2	Sans objet
3	Objectifs de dépollution	Arrêté Préfectoral du 09/05/2022, article 2.1.2	Sans objet
4	Objectifs de dépollution	Arrêté Préfectoral du 09/05/2022, article 2.1.2	Sans objet
5	Analyse des risques résiduels	Arrêté Préfectoral du 09/05/2022, article 2.1.6	Sans objet
6	Délais de réalisation des travaux	Arrêté Préfectoral du 09/05/2022, article 2.1.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de dépollution de la tranche n°2 ont permis d'atteindre les objectifs de dépollution prescrits dans l'arrêté préfectoral de tiers-demandeur. Les documents fournis par l'exploitant, à savoir les mesures de gaz de sol, l'analyse des risques résiduels post-travaux et les propositions de restriction d'usage, ainsi que la visite terrain, permettent de statuer sur la fin de la réhabilitation du site. L'exploitant peut démanteler ses installations de venting, et libérer le terrain pour son usage futur. **Ce rapport vaut procès-verbal de récolement.**

L'exploitant procèdera à l'identification et la mise en sécurité des piézomètres du site **avant le 15/12/2024.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Objectifs de dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2022, article 2.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Zone 2 sud

Prescription contrôlée :

Le traitement des zones de pollutions concentrées 1, 2, 3, 4 et 9 se poursuit jusqu'à ce que l'une de ces deux conditions soit remplie :

- atteindre un pourcentage d'abattement des concentrations initiales dans les gaz du sol de 80 %
- la démonstration de l'atteinte d'une asymptote dans les concentrations gaz du sol mesurées au niveau des piézairs.

Au droit du sondage ST6A, excavation sur une emprise de 5 m x 5 m sur 50 cm de profondeur

Paramètres	Seuils (mg/kg MS)
Plomb à 0,50 m de profondeur	50

Au droit du sondage ST11, excavation sur une emprise de 5 m x 5 m sur 50 cm de profondeur

Paramètres	Seuils (mg/kg MS)
Cuivre à 0,50 m de profondeur	20

Constats :

Les opérations de venting sur les HSP1, 2 et 9 ont été réalisées par l'unité de venting n° 1, et le HSP3 par l'unité n° 2. Ces deux unités ont été mises en fonctionnement en juillet 2023.

L'exploitant a transmis par courrier électronique le 09/02/24 les résultats des opérations de venting sur les hydrocarbures C5-C16 et les BTEX sur les sources concentrées HSP 1, 2, 3 et 9 :

- les hydrocarbures C5-C16 présents dans les gaz de sol ont été abattus de plus de 80% par rapport à la campagne initiale, et une asymptote est observée sur ces composées ;
- les BTEX présents dans les HSP 2 et 3 ont subi une décroissance plutôt monotone avec de légères fluctuations, avec l'atteinte d'une asymptote et un abattage de plus de 80 % par rapport au premier prélèvement des gaz de sol ;

- pour les HSP1 et 9, une forte augmentation des BTEX dans les gaz de sol avec un pic de concentration des BTEX observé lors de la 2ème campagne de mesures (24ème jour) est observé. L'exploitant a expliqué ce pic en indiquant que les opérations de venting peuvent débloquent des poches de gaz, d'où la mesure de fortes concentrations au début des opérations de venting. Les concentrations ont ensuite diminué jusqu'à atteindre une asymptote.

L'exploitant a procédé, après accord de la DREAL, à l'arrêt des opérations de venting le 13/02/24 afin de contrôler un éventuel effet rebond sur 3 mois. Un léger effet rebond, demeurant sous la limite des 80 % de taux d'abattement, est observé en fin de campagne sur les HSP1 et 2. Une absence d'effet rebond est observée pour les HSP3 et 9.

Des analyses des gaz de sols ont été réalisées à nouveau le 14/05/24 et le 28-29/08/24 pour les HSP1, 2 et 9 (unité venting n° 1). Ces analyses ont eu lieu le 13/06/24 et le 28/08/24 pour le HSP3 (unité venting n° 2). Les analyses du 28-29/08/24 révèlent que les concentrations en hydrocarbures C5-C16 et en BTEX au HSP1 sont en dessous des limites de quantification du laboratoire. Les HSP2, 3 et 9 présentent encore des concentrations résiduelles :

- HSP2 : 1.435 mg/Nm³ pour les hydrocarbures aliphatiques C5-C16, 0.804 mg/Nm³ pour les hydrocarbures aromatiques C5-C16, 0.780 mg/Nm³ pour les BTEX ;
- HSP93 : 0.018 mg/Nm³ pour le xylène ;
- HSP9 : 0.029 mg/Nm³ pour le xylène.

Les concentrations résiduelles mesurées, en dessous des objectifs de dépollution, sont reprises dans les calculs de l'analyse des risques résiduels post-travaux.

L'excavation et le remblaiement des sondages STA6A et STA11 ont été récochés dans le rapport d'inspection du 18/08/23.

Commentaire n° 1 : l'inspection considère que les objectifs de dépollution de la zone 2 sud sont atteints.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Objectifs de dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2022, article 2.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Zone 2 nord (résidentiel collectif)

Prescription contrôlée :

Le traitement de la zone de pollutions concentrées 6 est poursuivi jusqu'à ce que les concentrations des paramètres suivants soient inférieurs ou égales aux valeurs suivantes :

BTEX

Paramètres	Seuils (mg/m ³)
Benzène	0,8
Toluène	23,4
Ethylbenzène	158,1
Xylènes	357

Hydrocarbures aliphatiques :

Paramètres	Seuils (mg/m ³)
------------	-----------------------------

C5-C6	18,4
C6-C8	183,2
C8-C10	180,1
C10-C12	26,9
C12-C16	12,1

Hydrocarbures aromatiques :

Paramètres	Seuils (mg/m ³)
C8-C10	1428
C10-C12	10,1
C12-C16	8,9

En complément du traitement, un drainage des gaz sous dalle avec géomembrane (ou dispositif équivalent) est mis en œuvre sous le bâtiment C.

Dans le cas où les concentrations de l'ensemble de ces paramètres ne sont pas atteintes, un drainage des gaz sous dalle avec géomembrane (ou dispositif équivalent) est mis en œuvre sous le bâtiment B.

Constats :

Les opérations de venting sur la source concentrée HSP6 ont été réalisées par l'unité de venting n° 2. L'exploitant a transmis par courrier électronique le 15/05/24 les résultats des opérations de venting sur les hydrocarbures C5-C16 et les BTEX au HSP6. Les objectifs de dépollution prescrits dans l'arrêté préfectoral sont atteints :

- benzène et toluène négligeables ;
- Ethylbenzène à environ 0.4 mg/m³ ;
- Xylène à environ 1.6 mg/m³ ;
- hydrocarbures C5-C6 négligeables ;
- hydrocarbures C6-C8 à environ 0.1 mg/m³ ;
- hydrocarbures C8-C10 à environ 0.65 mg/m³ ;

- hydrocarbures C10-C12 à environ 1.1 mg/m³ ;
- hydrocarbures C12-C16 à environ 0.2 mg/m³.

L'exploitant a procédé, après accord de la DREAL, à l'arrêt des opérations de venting le 31/05/24 afin de contrôler un éventuel effet rebond sur les autres sources concentrées rattachées à l'unité de venting n° 2.

Des analyses des gaz de sols ont été réalisées à nouveau le 28/08/24. Celles-ci révèlent que les concentrations en hydrocarbures C5-C16 et en BTEX sont en dessous des limites de quantification du laboratoire.

Le projet d'aménagement de l'exploitant prévoit la création d'un bâtiment - le bâtiment C - au niveau de HSP6. Conformément à l'arrêté préfectoral de tiers demandeur, l'exploitant a proposé d'inclure dans les restrictions d'usage du site l'obligation de mettre en place un drainage des gaz sous dalle avec géomembrane au niveau du bâtiment C.

Les objectifs de dépollutions ayant été atteints, il n'est pas nécessaire de mettre en place un drainage des gaz sous dalle avec géomembrane au niveau du bâtiment B.

Commentaire n° 2 : l'inspection considère que les objectifs de dépollution de la zone 2 nord au droit des futures résidences collectives sont atteints.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Objectifs de dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2022, article 2.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Zone 2 nord (espaces verts collectifs)

Prescription contrôlée :

Le traitement des zones de pollutions concentrées 4, 5, 7, 8, 9 et 10 se poursuit jusqu'à ce que l'une de ces deux conditions soit remplie :

- atteindre un pourcentage d'abattement des concentrations initiales dans les gaz du sol de 80 % ;
- la démonstration de l'atteinte d'une asymptote dans les concentrations gaz du sol mesurées au niveau des piézairs.

Dans tous les cas, l'arrêt du traitement est validé par l'inspection des installations classées.

[...]

Les composés à rechercher dans les gaz du sol lors des différentes campagnes de prélèvements sont les suivants :

- BTEXN (Benzène, Toluène, Ethylbenzène, Xylènes, Naphtalène) ;
- Hydrocarbures aliphatiques C5-C16.

Constats :

Le récolement des hotspots HSP4 et 9 est traité dans le point de contrôle n° 1 (zone 2 sud). Les opérations de venting sur les HSP7, 8 et 10 ont été réalisées par l'unité de venting n° 1, et le HSP 5 par l'unité n° 2.

L'exploitant a transmis par courrier électronique le 09/02/24 les résultats des opérations de venting sur les hydrocarbures C5-C16 et les BTEX sur les sources concentrées HSP7, 8 et 10, et le 15/05/24 pour HSP5.

Les hydrocarbures C5-C16 présents dans les gaz de sol ont été abattus de plus de 80% par rapport à la campagne initiale, et une asymptote est observée sur ces composées.

Concernant les BTEX, un pic de concentration est atteint lors de la 2ème campagne de mesures (24ème jour) dans les gaz de sol, avant de diminuer et d'atteindre une asymptote.

Des analyses des gaz de sols sont réalisées le 14/05/24 et le 28/08/24 pour les HSP7, 8 et 10 (unité venting n° 1), et seulement le 28/08/24 pour le HSP5 (unité venting n° 2). Les analyses du 28/08/24 révèlent que les concentrations en C5-C16 et en BTEX au HSP5 sont en dessous des limites de quantification du laboratoire. Les HSP7, 8 et 10 présentent encore des concentrations résiduelles:

- HSP7 : 1.890 mg/Nm³ pour les hydrocarbures aliphatiques C5-C16 , 13.85 mg/Nm³ pour les hydrocarbures aromatiques C5-C16, 1.196 mg/Nm³ pour les BTEX ;
- HSP8 : 1.756 mg/Nm³ pour les hydrocarbures aliphatiques C5-C16, 0.600 mg/Nm³ pour les hydrocarbures aromatiques C5-C16, 0.016 mg/Nm³ pour le xylène ;
- HSP10 : 0.244 mg/Nm³ pour les hydrocarbures aliphatiques C5-C16.

Les concentrations résiduelles mesurées, en dessous des objectifs de dépollution, sont reprises dans les calculs de l'analyse des risques résiduels post-travaux.

Commentaire n° 3 : l'inspection considère que les objectifs de dépollution de la zone 2 nord au droit des futurs espaces verts collectifs sont atteints.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Objectifs de dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2022, article 2.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Zone 3 (partie limitrophe avec la zone 2 nord)

Prescription contrôlée :

Lors de la réception des travaux de dépollution en limite avec la zone 2 nord des prélèvements de gaz du sol sont réalisés afin de contrôler la qualité du milieu souterrain au droit des blocs logements n°s 1, 2, 3 et 4 et du bâtiment B.

Les résultats d'analyse des prélèvements de gaz du sol réalisés au droit ces blocs logements doivent respecter les concentrations maximales admissibles suivantes (mg/m³) :

BTEX

Paramètres	Seuils (mg/m ³)
Benzène	0,4
Toluène	11,7

Ethylbenzène	79
Xylènes	179

Hydrocarbures aliphatiques :

Paramètres	Seuils (mg/m ³)
C5-C6	9,2
C6-C8	91,6
C8-C10	90
C10-C12	13,5
C12-C16	6,1

Hydrocarbures aromatiques :

Paramètres	Seuils (mg/m ³)
C8-C10	442
C10-C12	5,1
C12-C16	4,5

Si les concentrations mesurées dans les gaz du sol au sein des ouvrages des blocs logements n° 1, 2, 3 et 4 et du bâtiment B sont supérieures aux concentrations maximales admissibles présentées ci-dessus, les mesures constructives proposées (drainage des gaz sous dalle avec géomembrane ou dispositif équivalent) sont à mettre en œuvre au droit de ces 4 blocs de logements et du bâtiment B.

En fonction des résultats des travaux de dépollution sur la zone 2 Nord, les jardins privatifs des logements n° 3 et 4 reçoivent un recouvrement par 30 cm de matériaux **d'apport non issus de sites et sols pollués, et présentant des seuils de concentration respectant les critères correspondant aux déchets inertes et dont les caractéristiques respectent l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014**. L'absence de nécessité de mise en œuvre de ce recouvrement fait l'objet d'une note afin de justifier la compatibilité des concentrations résiduelles avec l'usage jardins privatifs. **Cette analyse est soumise à la validation des services de l'inspection des installations classées et de l'Agence Régionale de Santé.**

Constats :

Consécutivement à l'arrêt des opérations de venting dans la zone 2 nord, l'exploitant a procédé les 13, 14 et 15/05/24, ainsi que les 28 et 29/08/24 à la mesure des concentrations en hydrocarbures aliphatiques-aromatiques et BTEX dans les blocs logements n°s 1, 2, 3 et 4 et le bâtiment B. Les relevés d'août présentent des mesures sous les seuils de quantification du laboratoire.

L'exploitant a procédé au recouvrement par 30 cm de terre saine des emplacements où se trouveront les jardins privatifs des logements n°s 3 et 4. Ces opérations ont été récochées dans le rapport d'inspection du 26/12/23.

Commentaire n°4 : les objectifs de dépollution ayant été respectés, il n'est pas nécessaire de mettre en place un drainage sous dalle des futurs bâtiments.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Analyse des risques résiduels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2022, article 2.1.6

Thème(s) : Risques chroniques, Analyse des risques résiduels

Prescription contrôlée :

A l'issue des travaux sur la tranche 1 et à l'issue des travaux sur le reste du site, le tiers demandeur remet à l'inspection des installations classées à l'issue des travaux, un rapport de fin de travaux ; le rapport doit notamment apporter :

- un bilan des opérations et du déroulement du chantier ;
- les documents de traçabilité et d'élimination des déchets ;
- les justificatifs relatifs au respect des objectifs de dépollution, par :
 - l'apport de tout document utile montrant le respect des cahiers des charges par les entreprises qui sont intervenues sur le chantier (revue de chantier...) ;
 - la réalisation de mesures analytiques fiables et représentatives dont les résultats montrent l'efficacité du traitement et les valeurs résiduelles en fond de fouille et sur les parois ;
- l'analyse des risques résiduels telle que présentée dans la note du 19 avril 2017 relative aux sites et sols pollués - Mise à jour des textes méthodologiques de gestion des sites et sols pollués de 2007, démontrant l'innocuité de ces pollutions résiduelles mesurées sur les usages du site, des mesures d'air intérieurs des bâtiments et gaz de sols doivent être réalisées ;
- en cas de besoin, une mise à jour des propositions de restrictions d'usage.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées son analyse des risques résiduels (ARR) post-travaux le 11/10/24. Les usages retenus sont :

- Zone 1 - zone 2 sud : usage de type aménagement paysager et aire de jeux ;
- Zone 2 nord : usage de type résidentiel collectif et espaces verts collectifs ;
- Zone 3 : usage de type résidentiel collectif et individuel.

L'ARR post-travaux est réalisée selon les résultats des relevés des sols et gaz de sols en fin de traitement. Celle-ci conclut sur une compatibilité du site avec les futurs usages prévus. L'inspection a consulté l'Agence Régionale de Santé, qui a rendu un avis favorable dans son courrier du 15/10/24.

L'exploitant a transmis le 21/10/24 des propositions de restrictions d'usage, basées sur les résultats de la réhabilitation du site :

- pour conserver la mémoire du site, une copie du mémoire de réhabilitation et du rapport de fin de travaux & ARR tranche 1 et de l'ARR tranche 2 sera conservée par le propriétaire du site avec inscription aux actes notariés et aux documents d'urbanisme,
- bâtiments sans niveau de sous-sol,
- sous le bâtiment C (Cf. plan projet aménagement), mise en œuvre d'un drainage des gaz sous dalle avec géomembrane (ou dispositif équivalent),
- taux de ventilation minimum des locaux de 0.5 v/j (RDC).

Commentaire n° 5 : L'inspection ajoute que ce taux de ventilation minimum est à coupler avec une épaisseur de dalle des bâtiments d'au moins 15 cm, épaisseur retenue dans les calculs de l'ARR :

- la compatibilité de la qualité des bétons employés pour les fondations ou toute structure en contact avec les sols, avec la qualité de ceux-ci, devra être vérifiée pour tenir compte de l'agressivité des sols vis-à-vis des bétons et structures enterrées ;
- pose des canalisations AEP en PEHD au sein d'un remblai d'apport propre (de type sablon) ou dans des caniveaux techniques béton ou, à défaut, pose de canalisations métalliques ou en matériaux anti-contaminants ;
- interdiction de l'usage des eaux souterraines au droit du site, sauf pour la surveillance de la qualité de la nappe ;
- absence de jardins potagers au droit des zones 1 et 2, et au droit des logements collectifs de la zone 3 (ne concerne que la zone 3 sud bâtiment D, Cf. plan de zonage),
- interdiction de plantation d'arbres fruitiers ;
- rédaction d'une procédure à suivre en cas de terrassements ultérieurs sur le site qui devra notamment spécifier que :
 - Les terrains doivent être excavés par couches ;
 - Les terrains pollués doivent être stockés séparément des terrains propres de couverture ;
 - Le remblaiement doit se faire en respectant l'ordre initial des couches (pas d'inversion qui conduirait à replacer les terrains pollués en surface) ;
 - Les terrains pollués excavés doivent, s'ils sont évacués du site, suivre une filière agréée (ISDD ou ISDND ou dans un centre de traitement biologique...) ;
 - Les précautions d'hygiène et de sécurité doivent être spécifiées dans un écrit ou dans un manuel HSE mis à disposition des entreprises ou du personnel employé sur le site,
 - Pas de réutilisation paysagère de déblais lors de travaux de terrassement sans étude préalable ;

- en cas de souhait de modification du projet d'aménagement, la compatibilité environnementale et sanitaire devra être vérifiée, attestant l'absence de risque pour le nouvel aménagement ou le nouvel usage projeté.

Commentaire n° 6 : Ces propositions de restriction d'usage seront repris dans un arrêté préfectoral de servitude d'utilité publique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Délais de réalisation des travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2022, article 2.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, Phasage des travaux

Prescription contrôlée :

Les travaux doivent être effectués en deux tranches correspondant à la réhabilitation complète des parcelles.

La durée estimée des travaux de dépollution est de 1 à 2 ans, à compter de la purge des recours des tiers (4 mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral). Les travaux se déroulent sur 2 phases principales depuis la zone nord du site (zone 3) vers la zone sud du site (zones 1 et 2) :

- La tranche 1 dure entre 6 à 8 mois et comprend les travaux préparatoires de désamiantage et de démolition sur l'ensemble du site, ainsi que les traitements des sols sur les zones définies de la zone 3, hormis le bâtiment B et les lots 1, 2, 3 et 4 car ils sont potentiellement soumis à des mesures constructives en fonction des résultats de dépollution de la zone 2.

À l'issue des travaux sur la tranche 1, le tiers demandeur remet à l'inspection des installations classées un rapport de fin de travaux afin de valider l'atteinte des objectifs fixés sur cette zone. Cette validation intermédiaire a pour objet de permettre le démarrage du programme immobilier des travaux d'aménagement du site sur cette zone spécifique.

- La tranche 2 dure environ 1,5 an et consistera en la réalisation des travaux de dépollution du reste du site.

Constats :

L'ensemble des travaux relatifs à la tranche 1 a été récoilé par le rapport d'inspection du 26/12/23. Les travaux de dépollution compris dans la tranche 2 ont fait l'objet d'un récolement lors de la présente inspection.

Les objectifs de dépollution étant atteints et le site étant compatible avec son usage futur, l'inspection considère que les opérations de réhabilitation du site peuvent cesser. L'exploitant peut procéder au démantèlement des installations de venting et libérer le terrain pour son usage futur. **Ce rapport vaut procès-verbal de récolement.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Entretien des ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2022, article 3.7
Thème(s) : Risques chroniques, piézomètres
Prescription contrôlée : Le tiers demandeur doit surveiller et entretenir les ouvrages de manière à garantir leur efficacité, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages.
Constats : L'inspection a constaté qu'un certain nombre de piézomètres n'était pas identifié, cadenassé, voire ne disposait pas d'une enveloppe métallique ou d'une margelle en béton les protégeant des engins de chantier. Certains ouvrages semblent avoir subi des chocs lors des opérations de réhabilitation. <u>Demande n° 1</u> : l'exploitant identifiera et protégera les piézomètres <u>avant le 15/12/2024</u> tout en assurant leur intégrité durant la phase de réalisation des travaux et après le réaménagement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois